

Une offensive idéologique contre la laïcité

Depuis son accession à la présidence de la République, Nicolas Sarkozy met à mal un certain nombre de principes fondamentaux en multipliant notamment les déclarations faisant la part belle aux valeurs chrétiennes, "fondement de notre civilisation". Cent ans après la loi française de la séparation de l'Église et de l'État, la laïcité reste une question sensible, parce que la question de la place des écoles religieuses privées n'est pas réglée et que les régimes d'exception continuent d'exister. Le congrès national de l'Union syndicale Solidaires de Saint Jean de Monts a travaillé en juin dernier sur la question laïque et adopté la motion suivante.

Une seule école : l'école publique et laïque

L'éducation scolaire est une fonction qui doit être garantie par la société. Elle ne peut donc se dérouter que dans un espace public et laïque. L'enseignement privé confessionnel joue un rôle social ségrégatif. Les enfants n'ont pas à subir le choix parental d'une éducation scolaire séparée.

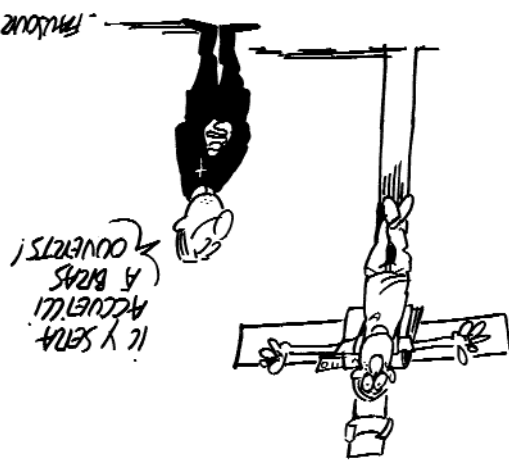
De ce fait, Solidaires refuse le dualisme scolaire et est opposé à l'existence d'établissements scolaires privés, majoritairement confessionnels (subventionnés ou non par l'État) qui, par l'affirmation de leur "caractère propre", entretiennent chacun dans une communauté définie par l'origine sociale ou la religion des parents, voire l'origine ethnique.

Contre le dualisme scolaire, Solidaires revendique l'unité de l'école publique. C'est pourquoi notre Union syndicale milite pour la nationalisation, sans indemnité ni rachat, de l'enseignement privé et l'intégration dans l'éducation nationale des personnels et des locaux qui relèvent de celui-ci. C'est pourquoi encore nous refusons la mise en concurrence des établissements et revendiquons le maintien de la carte scolaire.

Lutter pour la laïcité, c'est lutter pour que tous les enfants trouvent et

gardent leur place dans un service public d'éducation capable de diversifier ses pratiques pédagogiques ; cela ne signifie pas pour autant que nous nous satisfaisons du système scolaire actuel, qui reproduit, voire accentue, les inégalités sociales et laisse chaque jour davantage l'idéologie de la marchandisation s'installer par divers moyens (publicité, sponsoring, accords école-entreprise, Medef dans les lycées...) au cœur du système éducatif.

Contre l'école qui développe, voire magnifie la compétition de chacun contre tous, nous voulons une école qui développe les pratiques et les valeurs de coopération et d'égalité des droits.



Directeur de la publication : Py Cuzon
Imp par nos soins n° de CPPAP 04095 S 05227

Bulletin d'adhésion 2008 - 2009

Nom : Prénom :
 Actif(ve) Retraité(e)
 Temps complet Temps partiel
 Grade précis (ex : PE, Instît., PLP, contractuel-le, certifié-e, stagiaire, ASEN, Administratif...) :
 Adresse personnelle :
 Adresse de l'établissement :
 Tél. :
 Montant de la cotisation annuelle :
 Mode de paiement : chèque à l'ordre de Sud Education 29
 Je souhaite recevoir des informations régulièrement par mail
 Mon mail :@.....
 J'accepte d'être le/la correspondant/e de Sud Education 29 dans mon école/établissement :

SUD Education 29 pourra utiliser ces renseignements pour m'adresser ses publications. Je demande à SUD Education 29 de me communiquer les informations professionnelles et de gestion de ma carrière auxquelles il a accès à l'occasion des commissions paritaires et l'autorise à faire figurer ces informations dans des fichiers et des traitements informatisés, dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 6 janvier 1978. Cette autorisation est révoquée par moi-même dans les mêmes conditions que le droit d'accès, en m'adressant à SUD Education 29.

Date : Signature :

Salaire net mensuel	
- de 600 €	6 €
+ de 600 €	15 €
+ de 750 €	27 €
+ de 900 €	45 €
+ de 1000 €	54 €
+ de 1100 €	64 €
+ de 1200 €	75 €
+ de 1300 €	88,5 €
+ de 1400 €	102 €
+ de 1500 €	117 €
+ de 1600 €	135 €
+ de 1700 €	153 €
+ de 1800 €	174 €
+ de 1900 €	192 €
+ de 2000 €	210 €
+ de 2100 €	230 €
+ de 2200 €	251 €
+ de 2300 €	272 €
+ de 2400 €	293 €
+ de 2500 €	315 €
+ de 2600 €	340 €
+ de 2700 €	364 €
+ de 2800 €	390 €
+ de 2900 €	416 €
+ de 3000 €	443 €
+ de 3100 €	472 €
+ de 3200 €	500 €
+ de 3300 €	530 €
+ de 3400 €	561 €
+ de 3500 €	593 €

Le syndicat ne vit que des cotisations. Adhérer, réadhérer !

Tous en grève jeudi 20 nov.

après le succès du 19 oct à Paris

Brest 2 Rue Amiral Nielly ☎ 02 98 05 12 93. Quimper 33 Av.de la Libération, ☎ 02 98 53 04 16, sud.education29@laposte.net
 Permanence à Quimper et à Brest, les mardis et jeudis

site : http://sudeducation29.infini.fr/



disposés le 07/11/08

Brest CTC

SUD Education
 2, rue Amiral Nielly
 29200 Brest

P PRESSE
 DISTRIBUÉE

LA POSTE

Solidaires
 Union Syndicale

novembre 2008 numéro 83

Des dizaines de milliers de personnels de l'Education nationale, de parents, d'étudiants et de citoyens ont fait l'effort de participer à la manifestation parisienne du dimanche 19 octobre. Celle-ci a constitué un élément important pour construire sur la question scolaire un mouvement qui rassemble au delà des forces syndicales. Face au pouvoir actuel et à sa politique, SUD Education s'inscrit dans une stratégie de construction d'un mouvement général, seule capable de faire plier un gouvernement qui ose tout. En effet, il est temps de sortir des stratégies perdantes du printemps dernier où les appels à la grève se succédaient, journées confuses. Journées aux mots d'ordre confus. Journées de grèves sans aucune perspective de généralisation, qui n'ont finalement d'autres effets que d'épuiser les personnels mobilisés et de décrédibiliser nos revendications.



ment revendicatif interprofessionnel, avec la perspective d'une grève générale, seule capable de faire plier un gouvernement qui ose tout. En effet, il est temps de sortir des stratégies perdantes du printemps dernier où les appels à la grève se succédaient, journées confuses. Journées de grèves sans aucune perspective de généralisation, qui n'ont finalement d'autres effets que d'épuiser les personnels mobilisés et de décrédibiliser nos revendications.

Un mouvement intersyndical unitaire plus jamais nécessaire ! En effet, nous pensons que les grèves catégorielles ne sont pas des réponses adaptées pour continuer après le 19 octobre. C'est en ce sens que SUD Education a écrit à l'ensemble des syndicats du département pour leur proposer de faire du 20 novembre une grève intersyndicale et intercatégorielle, unissant toutes les forces de

grève le 20 novembre. Les raisons de se battre sont nombreuses, pour ne pas subir la mise en place d'une école à deux vitesses ou les élèves les plus en difficultés seront les 1ères victimes :
 le gouvernement n'est revenu en rien sur les 13.500 suppressions de postes ;
 le ministre Darcos persiste dans sa décision de liquidation des RASED, dans sa réforme des lycées, dans son bac pro en 3 ans ;
 le droit de grève et le droit aux demi-journées d'info syndicale sont remis en cause dans le 1er degré

A SUD Education, nous ne serons pas des spectateurs passifs de cette hécatombe. Il faut construire unitairement la lutte !

Tout-es en grève et en manifestation jeudi 20 novembre ! (à l'heure ou nous bouçons, nous n'avons pas les heures et les lieux de rendez-vous. Renseignez-vous auprès du syndicat d'ici là)

D'un coup de baguette magique, la citrouille devint carrosse

De la pénombre de l'orage surgirent des centaines de milliards.

Un véritable feu d'artifice illumine cette sombre nuit. Oh ! La belle bleue, oh ! La belle rouge, s'exclamaient bêatement petits et grands. 700 milliards pour les États-Unis, 630 au Royaume-Uni, 360 milliards pour la France, 480 milliards pour l'Allemagne etc. : dans le monde entier l'argent public se mit à couler à flot. Il fallait sauver un système qui venait de faire la démonstration de sa capacité à détruire le travail

Se frottant les mains, les dirigeants de ce monde décadent virent alors des hommes, à détourner, à spéculer, à emrichir une caste de privilégiés. Ils se mirent à faire la démonstration de sa capacité à détruire le travail. Ils se mirent à couler à flot. Il fallait sauver un système qui venait de faire la démonstration de sa capacité à détruire le travail. Se frottant les mains, les dirigeants de ce monde décadent virent alors des hommes, à détourner, à spéculer, à emrichir une caste de privilégiés. Ils se mirent à faire la démonstration de sa capacité à détruire le travail. Se frottant les mains, les dirigeants de ce monde décadent virent alors des hommes, à détourner, à spéculer, à emrichir une caste de privilégiés. Ils se mirent à faire la démonstration de sa capacité à détruire le travail.

qu'ils pouvaient puiser sans limite dans l'avenir.

Les sommes présentées sont tellement démesurées pour ceux qui aujourd'hui vivent en comptant euro après euro, qu'il est difficile de relier ces montants à la vie quotidienne. Les 360 milliards pour la France représentent simplement près de quarante fois le trou abyssal de la Sécurité, le fameux gouffre qui nous est présente régulièrement pour justifier toutes les coupes sombres, 360 milliards représentent 6 fois le budget de l'éducation nationale etc.

Depuis des années le monde du travail, bercé de rêves, gavé de l'idéologie néo-libérale, ébloui par le scintillement d'un monde d'apparences, voit ses conditions se dégrader et sa situation se précariser. Que de coulures ils nous ont fait avaler ! Mais ça marche tellement bien, pourquoi ne pas continuer ?

Les douces sirènes de l'idéologie, " rentabilité, équilibre des marchés, autorégulation des marchés, les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et l'emploi d'après-demain, mondialisation, compétitivité, actionariat, retraite par capitalisation " ont pénétré dans les esprits laissant même à penser de-ci de-là que les frontières entre le patron et le salarié, entre le travailleur et l'actionnaire, s'étaient estompées.

Des intérêts de tous n'étaient-ils pas les mêmes et l'enrichissement des dirigeants n'était-il pas que la contre-partie du potentiel et du risque pris ?

Le salarié, simple variable d'ajustement, ne pouvait que baisser l'échelle devant cette loi d'airain qui faisait de lui le pion éjectable, du fonctionnaire un feignant privilégié, du chômeur un profiteur, du pauvre un danger. Chacun, en son endroit, écrasant celui qui était perçu comme inférieur, car mis en pâture chaque soir par des médias au service de dirigeants sans scrupules.

Battez-vous entre vous les pauvres, pendant ce temps nous encaissons.

Et ils encaissaient et ils jouaient avec notre travail, notre avenir, nos vies, notre environnement. Et comme le risque n'est pas l'ami de nos couragesux dirigeants, ils s'installèrent un système du type " à tous les coups gagnant, aucun spéculateur, comme en 1929, ne se suicide parce qu'il serait ruiné ou simplement les parachutes dorés, les lois d'amnistie, la fiscalité et les " copains coquins " , autant d'éléments particulièrement pro-

lecteurs et rémunérateurs.

Quand tout va bien ils encaissent, quand tout va mal ils encaissent.

Et quand l'argent privé vient à manquer, quand les banques ne se font plus confiance tellement " chacun est aussi pourri que l'autre " ,c'est à bras raccourcis que nos libéraux, idéologues du marché, se jettent sur l'argent public.

A la grande question du " qui va payer ?", peut-il exister un seul salarié pour ne pas savoir que c'est lui qui va payer la note ? Et elle va être salée, Le silence actuel du monde du travail va autoriser nos bons dirigeants à aller plus loin et plus vite.

La NEF, une “banque” alternative

Le système capitaliste n'en finit pas d'appauvrir toujours les plus pauvres et d'enrichir les plus riches. La crise financière actuelle en est une manifestation paroxystique.

Nous y participons tous chaque jour dans nos actes de consommation. Même si nous aspirons à une société meilleure et plus juste socialement, nous sommes trop souvent absorbés par la spirale infernale du quotidien.

Pourtant, si l'on veut bien se donner le temps de réfléchir sur les incohérences de nos actes par rapport à nos idées, cette réflexion peut nous mener vers la recherche de solutions alternatives. La folie des dérives financières auxquelles nous assistons tous aussi impuissants les uns que les autres doit nous interroger, par exemple, sur l'utilisation de notre argent par les banques.

C'est dans ce sens que Sud Education 29 a fait le choix bien avant le scandale des subprimes d'ouvrir son compte bancaire à la Nef . Elle double activité de collecte d'épargne et de crédit depuis 20 ans. Elle compte aujourd'hui 20.000 sociétaires en France. Outre les principes d'égalité, de démocratie et de solidarité qui sont les piliers idéologiques de toute coopérative, la transparence totale de l'utilisation de l'argent qui lui est confié fait la grande force de la Nef. Ses domaines d'intervention sont les activités écologiques et environ-

nementales,

La Nef est aujourd'hui engagée dans la construction d'une banque éthique coopérative européenne avec ses partenaires italiens, Banca Etica et espagnols, Fiare. Ce projet a pour but d'offrir dans

Pour plus de renseignements :lanef.com

SUD éducation ont déjà fait le choix de la rejoindre.

La NEF est une banque ouverte aux particuliers. Des militant-e-s de ces trois pays une alternative bancaire complète.

ou Benoist Deschamps : correspondantnef.finistere@no-log.org

En pratique, ce qui est essentiel...

L'initative d'introduire des aliments bio dans les repas de cantines scolaires, de cuisine, de gestionnaires d'établissements scolaires, ou encore d'en-

En pratique, il est essentiel de :

✘ privilégier les approvisionnements bios de proximité, soit avec les producteurs locaux, soit avec les artisans et entreprises déparmentales et/ou régionales. Les approvisionnements les plus courants dans le Finistère concernent les produits laitiers, le pain, les fruits et légumes, et plus ponctuellement, les céréales et la viande. ✘ préférer l'introduction régulière de quelques ingrédients bio de saison et de proximité plutôt que de réaliser ponctuellement des repas 100%bio ; ✘ sensibiliser et former les équipes de cuisine et les personnes de service : préparation de repas en maîtrisant les grammages pour mieux valoriser le rapport entre protéines animales et végétales

“Les bureaux de Dieu”, à Brest ? Ils existent

L'avortement, les violences. Il/s/elles

accueillient gratuitement et en toute confi-

Le **Mouvement Français pour le Planning**

familial est une association qui a pour objec-

relations amoureuses, ain que chacun-e,

hommes amoueurs, jeunes, adultes, les vivent

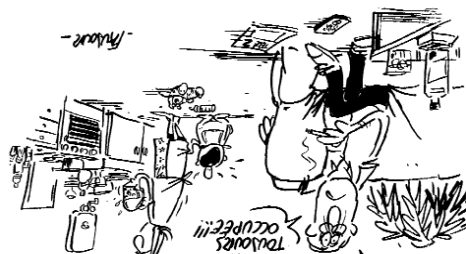
dans le partage, le respect et le plaisir.

Les bénévoles du planning sont à votre

écoute pour toute information sur le droit

<p>La Maison de l'Agriculture Biologique</p> <p>Contact : Florence Bussou - mab29.bussou@nefm.fr</p>
<p>29 460 DAOULAS tel 02 98 25 80 33</p>
<p>MAB 29 - Restauration collective Bio - Ecopôle - saisonnalité fruits&légumes) mais aussi pédagogiques.</p>
<p>cuisiner avec des menus bio chiffrés par saison, un calendrier de fournisseurs de produits bio pour la restauration en Finistère, kit collective bio, et propose des outils techniques (répertoire des Entre autres, elle informe, accompagne les projets de restauration biologique ainsi que les consommateurs et les environnementalistes.</p>
<p>regroupant les professionnels qui travaillent dans l'agriculture bio-la "maison de la bio" est une association finistérienne de loi 1901</p>
<p>Créée en 1988, à l'initiative de paysans bio et de consommateurs,</p>

Discuter
des sexes
de l'égalité
entre
hommes
et femmes
?
Avec
M.A
avec
M.A
vous
voilà
rare
!
Toujours
!!!
-
Mouze



Au delà des démarches individuelles, la restauration collective en bio doit dépasser le cadre expérimental pour se généraliser. Or aujourd'hui, la demande en produits bios dépasse largement la capacité des producteurs à fournir des matières premières. Le problème réside en effet largement en amont, puisqu'un nombreux(ses) porteurs(ses) de projet agricole bio ne trouvent pas de terres pour s'installer. C'est pourquoi il devient urgent de mener un combat pour une vraie réforme foncière visant à libérer des terres pour l'installation de paysans bio.

Sans se satisfaire des annonces démagogiques et paradoxales du Grenelle de l'environnement, il y a urgence à développer la restauration collective bio et à généraliser l'agriculture biologique de pro-

transformaion, de distribution et de consommation agro-indus-

triel capitaliste aux effets ravageurs.

La Maison de l'Agriculture Biologique

Contact : Florence Bussou - mab29.bussou@nefm.fr

Pourquoi promouvoir les repas bio dans les cantines scolaires ?

L'alimentation biologique dans les restaurants scolaires nous semble être un enjeu de société important à court et à plus long terme.

D'un point de vue éducatif, il s'agit de sensibiliser les élèves au respect de la nature, de les amener à établir des liens entre l'alimen-

tation, agriculture et environnement et à saisir les problématiques économiques et écologiques.

D'un point de vue politique, compte tenu du volume potentiel de repas à fournir en restauration collective, l'enjeu consiste :

✘ à promouvoir une agriculture de proximité, non polluante, sans OGM, socialement respectueuse des femmes et des hommes qui y travaillent (par une rémunération décente notamment), indépén-

d'exportation, qui se font au détriment de l'agriculture vivrière.

✘ à préserver l'environnement, la biodiversité et les ressources naturelles (respect de la vie microbologique de la terre, améliora-

tion de la qualité de l'eau). Des centaines de milliers d'hectares de terres deviennent chaque année définitivement stériles à cause de l'utilisation des engrais chimiques et des produits phytosanitaires;

✘ à éviter le gaspillage d'énergie en privilégiant les circuits courts et les produits frais.

✘ à se soucier de santé publique (problèmes de stérilité, cancers séigneurs. Il importe d'associer les différents partenaires à cette démar-

Dans le Finistère, mais aussi ailleurs en France, la demande en pro-

duits biologiques pour alimenter les restaurants collectifs est en très forte augmentation. Les initiatives sont nombreuses, à 80% en milieu scolaire, en milieu rural comme dans les grandes villes, plus souvent dans des restaurants en gestion directe.

Pourquoi promouvoir les repas bio dans les cantines scolaires ?

L'alimentation biologique dans les restaurants scolaires nous semble être un enjeu de société important à court et à plus long terme.

D'un point de vue éducatif, il s'agit de sensibiliser les élèves au respect de la nature, de les amener à établir des liens entre l'alimen-

tation, agriculture et environnement et à saisir les problématiques économiques et écologiques.

D'un point de vue politique, compte tenu du volume potentiel de repas à fournir en restauration collective, l'enjeu consiste :

✘ à promouvoir une agriculture de proximité, non polluante, sans OGM, socialement respectueuse des femmes et des hommes qui y travaillent (par une rémunération décente notamment), indépén-

d'exportation, qui se font au détriment de l'agriculture vivrière.

✘ à préserver l'environnement, la biodiversité et les ressources naturelles (respect de la vie microbologique de la terre, améliora-

tion de la qualité de l'eau). Des centaines de milliers d'hectares de terres deviennent chaque année définitivement stériles à cause de l'utilisation des engrais chimiques et des produits phytosanitaires;

✘ à éviter le gaspillage d'énergie en privilégiant les circuits courts et les produits frais.

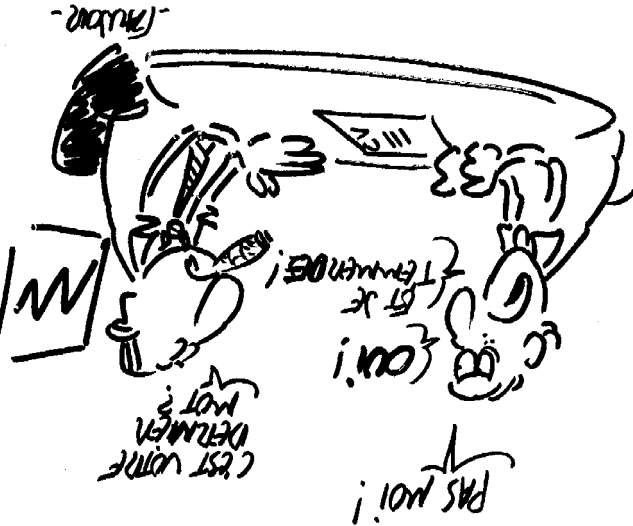
✘ à se soucier de santé publique (problèmes de stérilité, cancers séigneurs. Il importe d'associer les différents partenaires à cette démar-

Avec Sud éducation et l'Union syndicale Solidaires

Pour une augmentation générale des salaires

La question salariale a toujours été au cœur de la question syndicale. Elle l'est d'autant plus en période d'inflation. Elle constitue un nombre croissant de foyers, les journées de mobilisation fonction publique sur les salaires n'ont pas grand sens. A l'heure des parachu-tes dorés et de l'explosion des profits, à l'heure où l'état aide les banques pour sortir d'une crise qu'elle ont elle mêmes créée, les revendications salariales de tous sont plus que légitimes.

Pour ce qui concerne spécifiquement les enseignants, une augmentation des salaires leur permettrait de refuser plus facilement les Heures Supplémentaires pour certains ou les stages de vacances pour les autres. Dans l'Education nationale et la fonction publique nous rappelons cette position ainsi que notre volonté de disparition aux promotions, nous rappelons cette position de la hors classes et création d'un dernier échelon accessible à tous-és, surtout



5% pour un salaire de 1 000 euros c'est 50 euros de plus, 5% pour un salaire de 3 000 euros c'est 150 euros d'augmentation.

Dernière une apparence revendication unitaire se cache une augmentation des écarts salariaux. Pouvoir d'achat à peine maintenu pour les uns, pouvoir de dépenser accru pour les autres. Ce n'est pas notre conception de la lutte unitaire.

Pour développer un mouvement revendicatif sur les salaires, lisible par tous, salaires du privé comme du public, il nous faut avancer la revendication unitaire de la réduction de l'éventail des salaires.

Pour ces raisons, Sud éducation et l'Union syndicale Solidaires se prononcent pour une augmentation unit-forme et générale des salaires.

[1] Les syndicats d'IEN ont obtenu de ministères de droite comme de gauche de voir leur carrière se dérouler pour tous à la plus grande vitesse. Ce qui ne les empêche pas de mettre des notes d'inspection qui détermiinent pour partie les salaires des enseignants.

En face, et en dehors de l'Insitution, plusieurs associations privées proches du MEDEF ("Positive-entreprise", "Institut de l'entrepri-se", "Jeunesse-entreprise") usent de toutes les ficelles du lobbying pour diffuser la pensée des milieux d'affaires et des " experts " hété-romomes fidèles aux dogmes entrepreneuriaux et concurrentiels qui inspirent les choix économiques et politiques... avec les retom-bes que l'on connaît trop bien.

La ***“positive entreprise”*** Depuis la fin des années 60, les Sciences Economiques et Sociales ont contribué décisivement au mouvement vers la démocratisation de l'accès à l'enseignement secondaire.

En rendiquant l'usage de méthodes actives et l'autonomie des élèves dans la construction de leur réflexion au sein de la filière Economique et Sociale, les enseignants de SES les ouvrent au monde dans sa diversité et sa complexité (réalités du travail, de la famille, de l'entreprise, la consommation ou les pratiques culturel-les entre autres...) avec les acquis de l'économie, de la sociologie, de la science politique, de l'histoire sociale et de la statistique. Aujourd'hui c'est 1/3 des lycéens qui s'y engagent pour un bac d'un niveau exigeant.

Des SES à l'esprit du capitalisme : le MEDEF à la conquête des esprits !

Sciences économiques et sociales

ment les enseignants, une augmen-tation des salaires leur permettrait de refuser plus facilement les Heures Supplémentaires pour certains ou les stages de vacances pour les autres. Dans l'Education nationale et la fonction

Eté pour notre société de l'éclosion de chaque bachelier apte à réfléchir au lien entre flexibilité du travail et emploi, aux effets de l'évolution des services publics dans l'Union Européenne ou aux facteurs de la mobilité sociale. Bien sûr, la citoyenneté ne peut être que perte de temps quand le temps n'est qu'argent et nommes comptables... Hélas, c'est bien à ce type de démarrage partisan et idéologique que le Ministère de l'Education prête une oreille attentive pour élaborer sa prochaine réforme du lycée au point que l'on peut crain-dre sérieusement l'éclatement des SES entre différents modules de gestion, droit ou sociologie des organisations, derrière la restaura-tion de l'autorité du maître chère aux nostalgiques des hiérarchies à l'ancienne que le Ministre a su mettre de son côté dans le rapport de force pédagogique.

– Dans le 2nd degré, le CTPA (A pour acad- autres. – Il est aussi informé de la DGH (la dotation globale horaire) des collèges, ainsi que les moyens en personnels pour la vie scolaire.

– Dans le 1er degré, le CTPD (D pour départementale) est “consulte” sur les ouvertures et fermetures de postes entre autres.

– Dans le 1er degré, l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est

– Dans le 1er degré, le CTPA (A pour acad- autres. – Il est aussi informé de la DGH (la dotation globale horaire) des collèges, ainsi que les moyens en personnels pour la vie scolaire.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er degré, le CTPD (D pour départementale) est “consulte” sur les ouvertures et fermetures de postes entre autres.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

– Dans le 1er et du 2nd degré, l'éducation générale de l'éducation nationale, elle est présidée par l'inspectrice d'académie.

Votez Sud éducation.

C'est dans ce contexte que se déroulent les élections professionnelles. C'est dans ce contexte que nous vous appelons à renforcer le syndicalisme de luites.

mes et les supressions de postes dans l'Education nationale.

La Poste était en grève contre la privatisation programmée. Le 19 octobre, nous étions des dizaines de milliers à Paris contre les réfor- exemplaire contre la fermeture de services de l'hôpital de Carhaix tés. La mobilisation

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

ves en charges).

Ce droit syndical est toutefois remis en cause par le non-remplacement chronique des enseignant-és élu-és lors de ces com-missions (les autres enseignants de leur éta-blissement doivent alors prendre leurs élé-

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.

– Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur la casse du Baccalauréat professionnel en 4 ans, comme nous refu-maire. Nous avons aussi refusé de participer aux négociations sur tion a refusé de s'associer au ministère pour réformer l'école pri- nement qui fait de la régression sociale une doctrine, Sud éduca- Parce qu'il n'y a rien à négocier et tout à perdre face à un gouver- sur fond de salaires bloqués et d'augmentation des prix.